

## Études internationales



Pumaruna-Letts, Ricardo, *Pérou : révolution socialiste ou caricature de révolution?* Paris, Maspéro, « Cahiers libres », No 201, 1971, 101 p.

Debray, Régis, *Entretiens avec Allende sur la situation au Chili.* Paris, Maspéro, « Cahiers libres », No 202, 1971, 171 p.

Réjean Pelletier

Volume 2, numéro 4, 1971

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700147ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700147ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pelletier, R. (1971). Compte rendu de [Pumaruna-Letts, Ricardo, *Pérou : révolution socialiste ou caricature de révolution?* Paris, Maspéro, « Cahiers libres », No 201, 1971, 101 p. / Debray, Régis, *Entretiens avec Allende sur la situation au Chili.* Paris, Maspéro, « Cahiers libres », No 202, 1971, 171 p.] *Études internationales*, 2(4), 698–699. <https://doi.org/10.7202/700147ar>

## LIVRES

PUMARUNA-LETTES, Ricardo, *Pérou : révolution socialiste ou caricature de révolution ?* Paris, Maspéro, « Cahiers libres », N° 201, 1971, 101p.

DEBRAY, Régis, *Entretiens avec Allende sur la situation au Chili*. Paris, Maspéro, « Cahiers libres », N° 202, 1971, 171p.

Ces deux ouvrages présentent un trait commun, celui d'analyser une situation révolutionnaire, ou qui se veut telle, dans deux pays d'Amérique latine. Le premier, écrit en exil à Mexico par un dirigeant du mouvement de l'Avant-garde révolutionnaire du Pérou, dresse le bilan du régime militaire établi dans ce pays depuis octobre 1968 ; le second laisse la parole au président Allende du Chili, élu comme candidat de l'Unité populaire en septembre 1970.

Après avoir décrit les principaux événements politiques qui ont marqué le Pérou depuis la Dernière Guerre et brossé un tableau de la situation économique du pays et de la structure de classes qui en découle, Ricardo Letts analyse les positions adoptées par le régime militaire « à la lumière des faits concrets qui se sont passés au Pérou ces deux dernières années » (p. 41).

Même si le gouvernement péruvien a nationalisé une puissante compagnie pétrolière, mis en marche une réforme agraire qui touche autant les *haciendas* sucrières que les *latifundios* d'élevage, promulgué une nouvelle loi minière et une loi sur les industries, prévoyant la participation des travailleurs, l'auteur soutient que la politique péruvienne est « réformatrice bourgeoise », qu'elle sert « les intérêts de la bourgeoisie dans son ensemble et ceux du système capitaliste » (p. 41) et que, « d'un point de vue prolétarien, aucune des mesures adoptées par le gouvernement militaire péruvien ne peut être considérée comme révolutionnaire » (p. 44). Pour l'auteur, la conclusion s'impose d'elle-même : il ne s'agit pas d'une révolution socialiste, mais d'une caricature de révolution

où le programme gouvernemental de réformes de structures tend à une forme de capitalisme d'État. Conclusion qui permet, à l'auteur, de dénoncer aussi les dirigeants cubains qu'il estime trop complaisants à l'égard des militaires nationalistes.

Régis Debray, pour sa part, n'avait pas l'intention d'écrire un pamphlet pour dénoncer la « révolution dans la légalité » du président Allende, mais plutôt de rendre compte de ses conversations avec le nouveau président du Chili. Afin de mieux comprendre ce socialisme « à la chilienne », l'auteur estime nécessaire, dans une longue introduction, d'effectuer un retour en arrière et de situer historiquement le développement social et politique du Chili à travers les rivalités de l'oligarchie dominante et l'ascension de la classe ouvrière dans le cadre juridico-politique existant. En même temps, il souligne le travail de la démocratie chrétienne au pouvoir qui a préparé, pendant six ans, « les conditions d'un processus révolutionnaire » (p. 16) et permit l'accession au pouvoir du président Allende.

La première partie des entretiens retrace l'itinéraire du nouveau président, l'influence de sa famille, de ses rencontres avec Che Guevara et Fidel Castro, de ses voyages à l'étranger. Mais, la seconde partie nous importe davantage puisqu'elle analyse la situation actuelle du Chili et souligne les singularités de la voie suivie par Allende : d'abord rendre le pays économiquement indépendant en détruisant les bases économiques du capitalisme monopolistique national et étranger, puis affermir les bases du pouvoir populaire face à l'accentuation de la lutte de classes consécutive à l'arrivée au pouvoir d'un candidat de la gauche.

En même temps, Allende a fixé les limites de la « voie chilienne » vers le socialisme dans le cadre de la légalité et de la coexistence des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. C'est à l'intérieur de ce cadre qu'il a poursuivi la réforme agraire, entrepris la nationalisation des banques, des mines de cuivre, de charbon, d'entreprises importantes, et entend, dans l'avenir, mettre l'accent sur « le caractère social de l'activité humaine » (p. 95), tout en faisant par-

ticiper les masses au pouvoir politique. Son but ultime : transformer la société par la révolution socialiste.

En somme, ces deux ouvrages posent le problème fondamental de l'évolution sociopolitique de l'Amérique latine dans les prochaines années. Les pays latino-américains doivent-ils choisir la voie réformiste ou la voie révolutionnaire de développement ? S'ils optent pour la voie révolutionnaire, vont-ils s'engager dans une révolution par les armes ou une révolution dans la légalité ? Pour Debray, le choix est déjà fait : « la révolution latino-américaine a pour voie fondamentale la lutte populaire armée » (p. 59).

Mais, ce qui compte à la fin, ce n'est pas la concordance plus ou moins exacte entre la « théorie » marxiste-léniniste et la voie « révolutionnaire » suivie par un pays, mais plutôt le résultat final de l'expérience entreprise pour l'ensemble de la population et, en particulier, pour les ouvriers et les paysans qui forment encore la majorité de la population latino-américaine.

Réjean PELLETIER,

*Science politique,*  
*Université du Québec à Montréal.*

MARCHAL, André, *L'Europe solidaire*, tome 2, Éditions Cujas, Paris, 1970, 487p.

Après avoir étudié dans le premier tome de *L'Europe solidaire* les divergences doctrinales et les oppositions de politiques qui se manifestent en matière de construction européenne afin de dégager un ensemble cohérent de principes et de méthodes, André Marchal, dans ce deuxième tome tout aussi remarquable que le premier, s'était efforcé d'étudier les problèmes que soulève cette édification d'une Europe unie. Si sa mort prématurée l'a empêché d'achever cette œuvre, le manuscrit presque entièrement terminé a néanmoins pu être publié grâce aux efforts d'une équipe de chercheurs qui lui étaient attachés. Ainsi s'explique que les dernières parties de cet ouvrage, l'étude du passage de l'union économique à l'union politique, celle de l'Europe et du reste du monde, ne soient pas aussi étoffées, pas aussi percutantes que le reste de cet ouvrage qui avec le premier tome, constitue une des études fondamentales sur le

phénomène européen. La clarté de l'exposé, l'élégance du style, la profondeur des vues font de ce livre une remarquable synthèse des problèmes qui se posent actuellement dans les communautés européennes.

Un des attraits majeurs de ce livre réside dans la présentation non seulement logique mais surtout dynamique des problèmes de l'Europe qui doit résoudre toute une série de tensions pour édifier un complexe économique nouveau : réduction des tensions sectorielles, les politiques industrielle et agricole, réduction des tensions spatiales, la politique d'aménagement du territoire, réduction des tensions sociales, réduction des tensions conjoncturelles et monétaires, pour en arriver à un dépassement des politiques communes par la programmation européenne. Ainsi que le souligne R. Barré, vice-président de la Commission des Communautés européennes dans son introduction, les développements qu'André Marchal a consacré à ces divers sujets sont précis et convaincants : les critiques qu'il présente, les suggestions qu'il avance, ont d'ailleurs reçu au cours des années la consécration des faits.

Économiste, André Marchal était cependant convaincu que l'économie ne peut être que politique ; dès lors, l'édification européenne lui paraissait devoir s'engager dans « un processus d'intensification de la solidarité entre nations voisines et économiquement liées » (p. 407). Encore l'Europe doit-elle éviter de se laisser entraîner « sous une double pression... ». Par contre, l'Europe ne se construira que par le renforcement de la solidarité des nations européennes qui seule peut rendre possible le passage de la construction économique à la construction politique, et nous partageons pleinement cette conclusion de l'auteur » (p. 434).

Aujourd'hui si l'Europe doit encore et plus que jamais combattre pour sa survie, par-delà les institutions mises en place, par-delà les résultats enregistrés dans plusieurs domaines, c'est bien la solidarité... ou l'absence de solidarité qui se trouve au cœur des problèmes actuels du dollar, nouveaux partenaires qui ont à faire la vague entreprise de libération des échanges à l'échelle mondiale » (p. 408). Par contre, l'Europe ne se construira que par le renforcement de la solidarité des nations européennes qui seule peut rendre possible le passage de la construction économique à la construction politique et nous partageons pleinement cette conclusion de l'auteur : « Si l'on admet...